

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 11/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



DS SMITH PACKAGING ATLANTIQUE

18 rue Gustave Eiffel
ZA de Tournebride – BP 49
44118 La Chevrolière

Références : SRNT-2023-0221

Code AIOT : 0006305200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING ATLANTIQUE implanté 18 rue Gustave Eiffel ZA de Tournebride – BP 49 44118 La Chevrolière. L'inspection a été annoncée le 22/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à la gestion de crise. Cette action est menée par la DREAL pays-de-la-Loire sur les mois de février à avril 2023. Elle porte sur différentes thématiques qui peuvent concerner un, ou plusieurs des points suivants :

- État des stocks conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 ;
- Gestion des incompatibilités produits ;
- Gestion des eaux d'extinction incendie ;
- Moyens de défense contre l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING ATLANTIQUE
- 18 rue Gustave Eiffel ZA de Tournebride – BP 49 44118 La Chevrolière
- Code AIOT : 0006305200
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DS SMITH PACKAGING est spécialisée dans la fabrication et la transformation de carton ondulé. Le panel de produits fabriqués couvre le conditionnement pour le transport, les emballages de produits de grande consommation, les emballages spécifiques de protection, les emballages

avec de hautes qualités d'impression et les emballages industriels résistants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative au titre de la rubrique 1510 ;
- moyen de détection incendie ;
- moyens de défense contre l'incendie ;
- moyens de confinement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Modification des installations – R.181-46 du code de l'environnement	Code de l'environnement du 17/03/2023, article R.181-46 II	/	Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
5	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 35.2	/	Sans objet
7	Moyens de détection et de secours contre l'incendie – RIA	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 37.1	/	Sans objet
9	Moyens de détection et de secours contre l'incendie – Détection et extincti	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 37.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative de l'établissement	Code de l'environnement du 17/03/2023, article R.511-9	/	Sans objet
2	Situation administrative de l'établissement au titre de la rubrique 1510	Code de l'environnement du 22/02/2023, article R.511-9	/	Sans objet
6	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 35.5	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 37.1	/	Sans objet
10	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 11/07/2008, article 37.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de mettre en évidence des points pour lesquels il est nécessaire que l'exploitant apporte des précisions. Il est demandé à l'exploitant de proposer un échéancier visant en la correction de ces points sous un délai d'un mois à compter de la réception du rapport par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'établissement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/03/2023, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Évolution des rubriques de la nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Se référer à l'adresse suivant pour disposer de l'ensemble des rubriques concernées : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037531043
Constats : L'établissement a été autorisé par arrêté préfectoral en date 11 août 2008. Un arrêté préfectoral complémentaire en date du 1er août 2022 a été pris concernant les garanties financières applicables à l'établissement. L'établissement était initialement classé sous le régime de l'autorisation pour des installations relevant des rubriques 2445 (transformation du papier, carton ; 2450-2a (Imprimerie ou ateliers de reproduction graphique) ; 1530 (dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues). Il relevait du régime de la déclaration pour les installations relevant des rubriques 1434-1b (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables) ; 1432-2b (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables) et 1414-3 (Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables). <ul style="list-style-type: none">• La rubrique 2445, celle-ci a été modifiée par le décret n°2021-1558 du 02 décembre 2021. L'exploitant relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique.• La rubrique 2450-2a a été modifiée par le décret n°2018-900. A priori, les installations relevant de cette rubrique sont à considérer sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2450-A-a de la nomenclature des installations classées. Ce point est à confirmer par l'exploitant.• La rubrique 1530 a été modifiée par les décrets n°2010-367 et n°2020-1169. L'exploitant relève dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique et les palettes en bois sont à considérer au titre de la rubrique 1532 créée par le décret n°2010-367 du 13 avril 2010. À noter que ces installations de stockage font l'objet d'un point spécifique concernant un éventuel classement au titre de la rubrique 1510.• Les rubriques 1434, 1432 et 1414 ont également fait l'objet de modifications. Les activités relevant de la rubrique 1434 sont dorénavant à considérer au titre de la rubrique 1435 et les activités de la rubrique 1432 sont à considérer au titre de la rubrique 4734. L'établissement demeure régit par les règles du régime de l'autorisation définies au livre I du code de l'environnement, ainsi que par les dispositions des arrêtés préfectoraux précédemment mentionnés.
Observation n°01 : Suite au présent contrôle, l'exploitant est invité à transmettre un tableau actualisé de ses activités mentionnées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2008 en considérant les rubriques actuellement en vigueur sur son site afin d'actualiser la situation administrative.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative de l'établissement au titre de la rubrique 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/02/2023, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement 1510
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (autorisation)</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ (Autorisation)</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ (Enregistrement)</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ (Déclaration avec contrôle)</p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral du 11 août 2008 indique que l'exploitant relève de la rubrique 1530 (Dépôts de papiers, cartons) relative aux dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogue. Ce classement comprenait initialement le stockage des bobines de carton et de papier, les produits finis de l'exploitant, ainsi que le stockage de palette.</p> <p>La rubrique 1530 a été modifiée par le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 avec la création de la rubrique 1532 (Stockage de bois) dont dépendent les palettes. L'exploitant dispose de l'antériorité au titre de cette rubrique.</p> <p>Suite à l'incendie de Lubrizol survenu à Rouen en 2019, la réglementation liée aux stockages a été modifiée par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. La présence de deux rubriques de stockage (1532 et 1530), qui sont réalisés sous toitures, peut impliquer que l'exploitant est susceptible de relever de la rubrique 1510 (Entrepôt de stockage de matières combustibles).</p> <p>Les modalités de classement au titre de la rubrique 1510 sont explicitées dans le guide entrepôt disponible à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/guides/entrepots</p> <p>Les règles de classement prévoient des exceptions dans le classement 1510 qui sont explicitées à la question I.2.1. Compte-tenu des stockages présents l'exploitant est susceptible d'entrer dans le champ défini à la question I.2.5. relatif au critère d'un entrepôt utilisé pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature. Ceci serait notamment le cas si moins de 500 tonnes de produits et matières combustibles ne relevant pas de la rubrique 1530 sont présents. Il convient cependant que l'exploitant vérifie son classement 1510 afin de confirmer ce point à l'aide du guide cité précédemment.</p> <p>Si l'exploitant était classé au titre de la rubrique 1510, les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts lui seraient dès lors applicables.</p>
<p>Observations n°02 : Suite à l'inspection, l'attention de l'exploitant est attirée sur les modifications de la nomenclature des installations classées introduites par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 et en particulier sur le classement éventuel de ses installations au titre de la rubrique 1510. Le cas échéant, l'exploitant étant connu de l'inspection, celui-ci pourra faire valoir le bénéfice des droits acquis au titre des dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du code de</p>

l'environnement. Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant d'étudier son positionnement au regard de la rubrique 1510.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modification des installations – R.181-46 du code de l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/03/2023, article R.181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part de modifications récentes sur ses installations. Ces modifications sont indiquées en partie confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : État des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Constats : S'agissant d'un site comportant une installation relevant du régime de l'autorisation, l'exploitant est soumis à la réalisation de l'état des stocks mentionnés à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Cet état des matières stockées a pour objectif de faciliter l'intervention des services de secours afin que ceux-ci connaissent les matières impliquées et de permettre la communication auprès du public.</p> <p>L'un des premiers objectifs de cet état des stocks est de permettre l'accessibilité des informations y compris en cas de feu sur le site. Celui-ci doit donc être accessible depuis l'extérieur, soit physiquement, soit numériquement. De même, en vue de la réponse à l'objectif précédent l'accès aux fiches de données de sécurité doit être possible depuis l'extérieur.</p> <p>L'état des stocks fournis préalablement par l'exploitant permet une lecture aisée du positionnement des différentes matières qui sont regroupées par catégories. Deux colonnes concernant les quantités de déchets, l'une est indiquée en quantité réelle et la seconde quantité maxi. Une troisième colonne concerne la source des données.</p> <p>Afin d'être facilement exploitable lors d'un incendie sur le site, il convient que l'ensemble des données soit indiquées sur un même document : soit les quantités réelles, s'il s'agit des quantités maximales ; soit les quantités réelles pour les quantités les plus importantes et les produits dangereux.</p> <p>Le tableau transmis l'exploitant ne fait pas apparaître les quantités pour les bobines, cartons, palettes en bois), il est effectué un renvoi vers la base de données CBS. L'exploitant a transmis les extractions de cette base de données. Pour ces matières, il est recommandé à l'exploitant de les faire apparaître dans le tableau avec la quantité réelle.</p> <p>Pour les produits présents en plus petites quantités, il peut être fait usage d'une valeur maximale, afin que cette information soit connue des services de secours. Toutefois pour les produits chimiques, il est mentionné que ceux-ci sont présents à hauteur de 101,7 t au maximum. L'exploitant renvoie vers l'application colibrisk qui permet de connaître quels sont les produits chimiques présents sur le site. L'exploitant ne connaît pas les quantités exactes présentes sur le site.</p>

Il est demandé à l'exploitant d'étudier la possibilité d'affiner la connaissance des produits présents et éventuellement de présenter leurs répartitions en fonction des mentions de dangers. Il convient également de faire apparaître sur le plan la localisation éventuelle de ces produits chimiques de façon plus précise.

À noter que l'état des stocks concerne l'ensemble des matières stockées sur le site, dont les déchets. Il convient de les faire apparaître de façon explicite (et éventuellement leur nature), ainsi que leurs localisations.

Demande n°01 : Suite à l'inspection, il est recommandé à l'exploitant :

- **d'étudier les moyens pour faire apparaître toutes les données dans un tableau ;**
- **veiller à ce que son organisation interne permette l'accessibilité à des données actualisées, y compris en cas d'incident sur site (quantités stockées ; fiches de données de sécurité ; base de données...) ;**
- **veiller à intégrer l'ensemble des matières stockées, y compris les déchets (bennes...) ;**
- **étudier les moyens pour apporter plus de précisions sur les produits chimiques.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 35.2
Thème(s) : Risques accidentels, 35.2. Comportement au feu des bâtiments et distances d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les halls bobines, onduleur, transformation, produits finis et le local déchets, tels que définis à l'article 2 du présent arrêté, sont isolés les uns des autres par des parois de propriété REI240 (de degré coupe-feu 4 heures).</p> <p>Les locaux techniques, bureaux et locaux sociaux, tels que définis à l'article 2 du présent arrêté, sont isolés des halls susvisés par des parois de propriété REI120 (de degré coupe-feu 2 heures).</p> <p>Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.</p> <p>Les portes de communication entre les halls sont de degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'objet de ce point est de vérifier les contrôles réalisés par l'exploitant sur le bon état des portes coupe-feu.</p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le registre de suivi de la vérification mensuelle de la bonne fermeture des portes coupe-feu de l'établissement. Les contrôles réalisés en interne les 18 et 26 novembre 2022 faisaient apparaître un nombre important de portes présentant des problèmes de fermeture. Suite à ces contrôles il a notamment été procédé au remplacement d'une porte (PC n°13). L'exploitant a transmis la facture correspondante.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été présenté un document plus récent relatif au contrôle des portes coupe-feu, réalisé le 04 mars 2023. Une seule porte est indiquée en état « Pas bon » et est mentionnée comme à vérifier.</p> <p>Les contrôles des portes coupe-feu sont actuellement réalisés en interne, il n'est pas procédé à des contrôles extérieurs. Le bon état de fermeture est vérifié notamment lors des tests de la détection incendie. Lors de l'inspection, il est indiqué qu'il est prévu de mettre en place une vérification périodique externe des portes coupe-feu en complément de ces contrôles internes.</p> <p>Lors de l'inspection il a été procédé à la fermeture manuelle d'une porte à deux vantaux, située en partie Nord-Est du bâtiment. Il est constaté la présence d'un jeu au-dessus des portes , les empêchant d'être jointives des montants. Ceci ne leur permet pas de remplir leur rôle.</p> <p>Demande n°02 : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un nouveau contrôle des portes coupe-feu afin de vérifier de leur fermeture complète et de procéder le cas échéant aux opérations de maintenance nécessaires. La réalisation d'une vérification périodique externe est de nature à améliorer le suivi des portes coupe-feu de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 35.5
Thème(s) : Situation administrative, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 35.5. Installations électriques Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats : Par courriel en date du 16 mars 2023, l'exploitant a transmis deux rapports de vérification des installations électriques au titre du code du travail pour l'année 2022. L'un de ces rapports concerne le site de l'usine et le second un site situé à proximité. Le rapport concernant l'usine présente 25 observations, dont 15 sont indiquées comme récurrentes. Sur les 15 récurrentes, 10 observations concernent les éclairages de sécurité.</p> <p>Par courriel en date du 05 avril 2023, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des installations électriques. Le contrôle a été réalisé du 14 au 28 février 2023. Le document Q18 fait mention que l'installation électrique ne peut pas entraîner d'incendie ou d'explosion. Le rapport 2023 fait état de 35 observations, dont 11 observations sont indiquées récurrentes, dont 7 sur les éclairages de sécurité.</p> <p>Les non-conformités sont classées par l'organisme de contrôle par ordre de priorité au regard des risques vis-à-vis des travailleurs. Sur le rapport 2023, 2 sont classées en priorité de rang 1, 21 en rang 2 et 12 en rang 3. L'exploitant a transmis un tableau de suivi des non-conformités de 2023, trois sont indiquées comme réalisées, neuf sont prévues en suivi interne et 23 sont indiquées pour un devis par une société extérieure.</p> <p>À noter que le document de 2022 indique que l'éclairage des entrepôts n'a pas été vérifié pour cause d'inaccessibilité. La lecture du document fait apparaître que l'exploitant n'a pas communiqué au prestataire la liste des locaux à risques d'incendie, ni le zonage des zones à risques d'explosion. Il est indiqué, par l'exploitant, que ces documents n'ont pas été demandés lors du contrôle.</p>
<p>Observations n°03 : En l'absence de risques d'incendie et d'explosion mentionné dans le dernier rapport, le constat n'est pas indiqué en susceptible de suites. Il est cependant nécessaire que l'exploitant veille à continuer à assurer un suivi des installations électriques de son établissement, en ciblant les défauts pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion, qui doivent être traités en priorité de rang n°1, ainsi que les points les plus impactants et récurrents. Il est par ailleurs nécessaire que l'exploitant s'assure que le prestataire dispose du zonage des locaux à risques d'incendie et d'explosion et étudie la faisabilité d'un contrôle des éclairages.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 37.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de détection et de secours contre l'incendie – RIA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>Des extincteurs et RIA répartis selon les règles de l'APSAD</p> <p>L'ensemble de ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il transmet à l'inspection des installations classées, avant la mise en service des installations, les éléments justifiant de la réserve d'eau nécessaire pour l'extinction susvisée (attestation du concessionnaire du réseau d'eau, indiquant le débit simultané disponible pour les poteaux d'incendie, plan des bassins d'eau du site avec leur capacité..., etc.)</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Ce point concerne la vérification des RIA de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification des robinets d'incendie armé de l'établissement en date du 24 janvier 2023 correspondant au document Q5. Le contrôle est réalisé sur la base du référentiel APSAD.</p> <p>Celui-ci fait apparaître trois écarts majeurs :</p> <p>1 – L'entretien quinquennal de l'installation n'a pas été effectué en 2014, l'entretien décennal sera à effectuer en 2019. « Non satisfaisant »</p> <p>2 – RIA N° 10 et 13 : mettre en place une ouverture au local EPI et archives à l'étage (côté RIA n°10), afin que les 2 jets des RIA puissent se croiser.</p> <p>3 – RIA N°30 : Volant de vanne de dévidoir manquant ; le remettre en place ou remplacer la vanne.</p> <p>Le rapport fait également mention d'observations :</p> <p>4 – RIA N°14, 9 : Mettre en place la signalisation et numérotation manquante.</p> <p>5 – RIA N° 2,3,7,10,12,13,17,22,26,27,33,35,36,52,58 : joints du robinet diffuseur fuyards</p> <p>6 – RIA N°58 : tuyau percé 10 cm après le raccordement sur le dévidoir ; effectuer la réparation, avec mise en place de protection sur le dévidoir.</p> <p>7 – Réservoir hydropneumatique percé ; le remplacer (intervention semaine 5).</p> <p>(6) – Le certificat de conformité N5 a été établi le 14/10/10 ; il n'est plus valable (validité 10 ans). Un nouveau Certificat de conformité N5 pourra être établi par une entreprise titulaire de la certification ASPAD suite à la réévaluation technique et d'une réception d'installation.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir changé d'assureur depuis la mise en place initiale des équipements et de l'arrêté d'autorisation. Ce dernier ne prend pas le référentiel APSAD pour l'entretien de l'installation. Ceci a conduit l'exploitant à ne pas réaliser les contrôles quinquennal et décennal, ni à demander une nouvelle certification tel que prévu par les règles APSAD.</p>

La prescription de l'arrêté préfectoral prévoit que les extincteurs et RIA sont positionnés selon le référentiel APSAD, sans qu'il ne soit fait explicitement référence à un entretien selon ce référentiel dans le temps. L'exploitant indique que les équipements ont effectivement fait l'objet d'un positionnement initial selon le référentiel APSAD. Il n'est pas prévu la réalisation de l'entretien décennal et quinquennal, ni de nouvelle certification du dispositif.

Demande n°03 : Suite à l'inspection, il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'action visant à corriger les non-conformités (a minima les écarts n°2 et 3) et d'envisager la levée des observations (a minima n°4, 5, 6 et 7) mentionnés dans le rapport de vérification. Il est également demandé à l'exploitant de préciser le choix du référentiel retenu par son assureur concernant la vérification des RIA et si celui-ci prévoit la réalisation de contrôles quinquennaux ou décennaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 371
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de détection et de secours contre l'incendie – Moyens en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de détection et alarmes en cas d'incendie sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Système de détection incendie via les installations de sprinklage pour l'ensemble du site, y compris pour la bande • transporteuse des déchets de papiers et cartons ; • Système de détection incendie autonome pour le local informatique • Système d'alarme sonore, audible en tout point du site, asservie au déclenchement des systèmes de détection susvisés <p>[...]</p> <p>Un système d'extinction automatique de type sprinklage protégeant l'ensemble des bâtiments (sauf local transformateurs et hall palettes), alimenté par 2 cuves aériennes de 600 m³ chacune placées en dehors des zones de flux thermiques de 5 et 8 kW/m².</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble de ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il transmet à l'inspection des installations classées, avant la mise en service des installations, les éléments justifiant de la réserve d'eau nécessaire pour l'extinction susvisée (attestation du concessionnaire du réseau d'eau, indiquant le débit simultané disponible pour les poteaux d'incendie, plan des bassins d'eau du site avec leur capacité..., etc.)</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p><u>Extinction automatique :</u></p> <p>L'exploitant a présenté et transmis le dernier document Q1 relatif au contrôle de l'installation de sprinklage en du 24 janvier 2022. Le document fait état d'une non-conformité concernant une alarme non-fonctionnelle au niveau du poste n°8. Cela faisait notamment suite aux travaux sur le site. Le rapport faisait état de neuf observations, d'une amélioration, ainsi que d'une remise en état. Il a été présenté le certificat de sprinklage pour l'année 2023 (contrôle réalisé du 23 au 26 janvier 2023), mais pas le rapport définitif. Ce document mentionne toutefois une installation fonctionnelle à l'issue de l'intervention le 26 janvier 2023.</p> <p><u>Détection incendie :</u></p> <p>Deux rapports de contrôle en date du 15 novembre 2022 et du 25 février 2022 sont présentés. Le dernier rapport fait état que la zone n°8 était hors service et que les adresses A83, A34 et A42 étaient hors-service. Il est indiqué que les capteurs font l'objet d'un entretien de la part de l'exploitant au fur et à mesure des problèmes rencontrés.</p> <p>En ce qui concerne la zone n°8, le jour de l'inspection, il est constaté que celle-ci était toujours</p>

<p>hors-service. Par courriel en date du 04 avril 2023, il a été transmis un visuel de la remise en service de cette zone et de l'absence de défauts.</p> <p>À noter que le contrôle du 25 février 2022 faisait état de difficultés à distinguer le son des sirènes. L'exploitant a procédé au changement des batteries et à un nouveau test de celle-ci. Celui-ci s'est avéré satisfaisant.</p> <p>Les deux rapports mentionnent toutefois une installation fonctionnelle à l'issue du contrôle.</p>
<p>Observations n°04 : Compte tenu des actions de suivi de l'exploitant, il n'est pas formulé de suites. L'exploitant doit cependant s'assurer de l'entretien en continu de son installation afin d'éviter que les problèmes rencontrés sur les capteurs durent dans le temps.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2008, article 37.1
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les moyens de défense contre l'incendie, internes au site, sont les suivants :</p> <p>Une réserve d'eau nécessaire pour l'extinction de 720 m³/h pendant 2 heures soit 1440 m³ au total. Cette réserve d'eau sera constituée par des poteaux d'incendie internes au site, implantés à chaque angle du bâtiment, complétée par un ou plusieurs bassins, situés en dehors des zones d'effets thermiques en cas d'incendie, tels que définis dans l'étude de danger.</p> <p>Un système d'extinction automatique de type sprinklage protégeant l'ensemble des bâtiments (sauf local transformateurs et hall palettes), alimenté par 2 cuves aériennes de 600 m³ chacune placées en dehors des zones de flux thermiques de 5 et 8 kW/m².</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble de ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il transmet à l'inspection des installations classées, avant la mise en service des installations, les éléments justifiant de la réserve d'eau nécessaire pour l'extinction susvisée (attestation du concessionnaire du réseau d'eau, indiquant le débit simultanée disponible pour les poteaux d'incendie, plan des bassins d'eau du site avec leur capacité..., etc.)</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant présente le rapport de vérification des poteaux incendie de l'établissement en date du 26 janvier 2022. Le premier poteau fait état d'un débit de 125 m³/h sous une pression de 3,1 bars ; le second poteau présente un débit de 145 m³/h sous une pression de 3,2 bars ; le troisième poteau présente un débit de 125 m³/h sous une pression de 3 bars. <u>Il n'a pas été procédé à un test en simultané sur les poteaux incendie.</u></p> <p>Un bassin destiné à assurer la défense contre l'incendie est présent en partie Sud-Est du site. Celui-ci semble étanchéifié à l'argile (absence de membrane en polyéthylène). Ce bassin présente approximativement une largeur de 15 mètres et une longueur de 35 mètres. Le fond du bassin est visible par transparence le jour du contrôle.</p> <p>Au vu de la rédaction de l'arrêté préfectoral, le volume au titre du sprinklage (2 × 600 m³) n'entre pas dans la prise en compte des 1 440 m³. Si l'on considère le poteau présentant le débit le plus important, il est nécessaire que le bassin présente une capacité 1440 – 2 × 145 = 1 150 m³, soit une hauteur d'eau approximative de 2,20 mètres.</p> <p>À titre informatif, les calculs des D9 en annexe de la demande d'autorisation mentionnaient 270 m³/h pour le stockage de produits finis et 480 m³/h sur la transformation. L'étude de dangers prévoyait quatre poteaux incendie et 500 m³ de réserve au Sud-Est. Ce dernier bassin semble recouper avec celui constaté sur site.</p>

Demande n°04 : Il convient que l'exploitant procède à un contrôle du débit des poteaux incendie en simultané afin de vérifier la capacité totale dont il dispose au niveau du réseau.

Celle-ci pourra être retranchée des 1 440 m³ pour déterminer la capacité nécessaire du bassin. Il est par ailleurs nécessaire que l'exploitant détermine le volume précis du bassin d'eau. Pour rappel, les dispositions de l'arrêté préfectoral sont opposables à l'exploitant. Toute modification des prescriptions nécessitera un porter à connaissance et un avis du SDIS 44.

Lors de l'inspection, il est constaté la présence de zones encombrées devant la plateforme du bassin, empêchant ainsi le bon positionnement des engins de secours s'il y avait un incident. À noter que le bassin ne comporte pas de dispositifs d'aspiration pour les pompiers.

Demande n°05 : Il est demandé à l'exploitant de maintenir dégagé en permanence l'accès à la plateforme située à proximité du bassin et de maintenir celui-ci à un volume suffisant.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2008, article 37.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés au bassin de rétention BR2 du Parc d'Activités de Tournebride. Un système doit permettre l'isolement du bassin de confinement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif de confinement est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne. La vidange du bassin de confinement doit respecter les normes de rejets définies à l'article 17.4 du présent arrêté. A défaut de pouvoir respecter ces normes, les effluents sont pompés et éliminés comme des déchets dangereux dans une filière agréée.
Constats : Lors du contrôle il a été procédé à la manipulation de la vanne de barrage du bassin de confinement de la zone industrielle. La vanne a pu être fermée complètement. À noter que la poignée de l'organe de manœuvre s'est cassée sans remettre en cause la possibilité de fermer l'installation. L'entretien du dispositif de fermeture est assuré par la collectivité. L'exploitant indique procéder à la manipulation de la vanne de barrage lors des exercices incendie. Ce point est indiqué comme conforme. À noter que ce bassin et celui situé à proximité de la réserve incendie ne sont pas étanches. Ce point n'est cependant pas prévu par les dispositions de l'arrêté préfectoral.
Observations n°05 : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer auprès de la collectivité du bon entretien du dispositif de barrage, ce qui semblait le cas le jour de l'inspection (graissage de l'installation notamment), et procède à la réparation de la vanne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet